PRESENTATION DE LA

FEDERATION SYNDICALE EUROPEENNE DES SERVICES PUBLICS

EPSU
FSESP
EGÖD

GENERALITES

- ✓ **L'une des 12 fédérations de la CES**
- ✓ **La FSESP est reconnue comme partenaire social au niveau européen (*comités de dialogue sectoriel, comités d'entreprises européens*)**
- ✓ **250 syndicats affiliés, 8 millions de membres, dans 47 pays**
- ✓ **+ de 68 % des membres sont des femmes**
- ✓ **Les organisations syndicales françaises affiliées à la FSESP : CFDT, CGT, CGT-FO, UNSA**

COMITE EXECUTIF

Secrétaire générale : Carola Fischbach-Pyttel (D)

Présidente : Anne-Marie Perret (F)

Vice-président(e)s :

- **Rosa Pavanelli (I)**
- **Dave Prentis (UK)**
- **Tuire santamäki-vuori (Fi)**
- **Mikhaïl Kuzmenko (Russie)**

Champs de compétence

1. Couverture géographique
2. Compétences sectorielles
3. Compétences « transversales »

1. Couverture géographique

Union européenne + Conseil de l'Europe (de l'Islande à Vladivostok…)

2. Compétences sectorielles

4 secteurs :

- Santé et Services sociaux

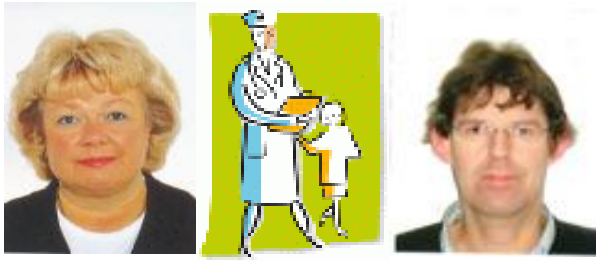
- Administration locale & Régionale

- Administrations Nationale & Européenne

- Entreprises publiques (gaz, électricité, eau, gestion des déchets)

EPSU FSESP EGÖD

Santé et Services sociaux



- **Réponse conjointe FSESP/HOSPEEM à la consultation de la Commission sur la révision de la directive sur la reconnaissance des qualifications professionnelles (Directive 2005/36/EC)**
- **Directive sur les droits des patients en matière de soins de santé transfrontaliers**
- **Révision de la directive temps de travail**
- **Rapport sur les services de soins de santé pour les personnes âgées (travail conjoint avec le comité permanent « Administration locale et régionale »)**
- **Services sociaux : directive ?**

EPSU FSESP EGÖD

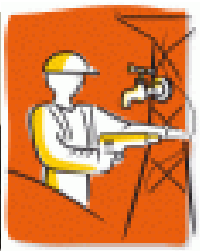
Administration locale et régionale

- **Impact de la crise économique sur le secteur, déclaration conjointe FSESP/CCRE sur la crise économique qui met l'accent sur la nécessité d'une fiscalité socialement juste, des marchés publics « sociaux », l'apprentissage tout au long de la vie/les qualifications**
- **Soins aux personnes âgées (en coopération avec le comité permanent santé/sociaux)**
- **Marchés publics (révision de la directive)**
- **Partenariats public/privé**
- **Changement climatique**
- **Réseau des pompiers (brochure sur les questions de santé/sécurité)**

Administrations nationale et européenne

- **Mise en place d'un comité de dialogue social sectoriel depuis le 17/12/10**
- **Suivi des coupes effectuées dans la fonction publique de l'Etat (effectifs, salaires…) dans 15 Etats membres**
- **Charte de la FSESP pour une fiscalité juste et progressive, dans le cadre plus large de la campagne pour la mise en œuvre d'une taxe sur les transactions financières et la lutte contre la fraude fiscale**
- **Réseau « services pénitentiaires » : conditions de travail, surpopulation dans les prison**
- **Enquête sur l'inspection du travail à la lumière des coupes dans les services publics**
- **Migrations, droits des travailleurs migrants**

Entreprises publiques



- **Comités de dialogue sectoriel pour l'électricité et le gaz, concertation pour le secteur de la gestion des déchets**
- **Réponse de la FSESP à différentes consultations : compteurs et réseaux intelligents, feuille de route sur l'énergie 2050**
- **Campagne sur l'eau**
- **Réseau des comités d'entreprise européens**

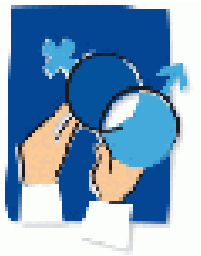
3. Compétences transversales

- **Égalité Hommes / Femmes (Comité « égalité des sexes »)**

- **Négociation collective**

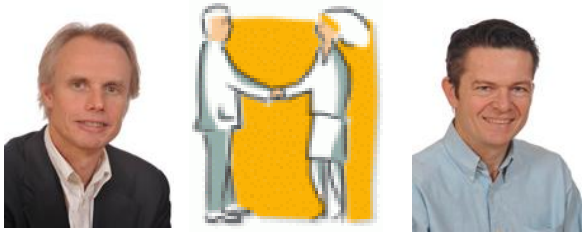
- **Problèmes mondiaux**

COMITE EGALITE DES SEXES



- **Réunion annuelle + sessions de formation (ex : nov 2011 avec l'ISE - Institut syndical européen – sur l'amélioration des salaires féminins)**
- **Egalité salariale**
- **"Leadership" féminin au sein des syndicats, des services**
- **Dialogue social sectoriel (plans "égalité" dans les programmes définis par les partenaires)**
- **Impact de la crise et des mesures d'austérité sur les emplois féminins dans les services publics (enquête sur 4 pays)**
- **Représentation de la FSESP au Comité des femmes de la CES**

RESEAU FSESP NEGOCIATION COLLECTIVE



- **Organisation d'une conférence annuelle et de conférences régionales**
- **Mise à disposition des affiliés d'une banque de données sur les différents systèmes de négociation collective dans les différents Etats membres**
- **Études sur les bas salaires et les salaires minima**
- **Organisation et temps de travail, apprentissage tout au long de la vie**
- **Externalisation**
- **Politiques suivies en matière de négociation collective : se coordonner pour instaurer des normes minimales communes aux services publics de l'UE.**

EPSU FSESP EGÖD

Les liens avec le syndicalisme international

Internationale des Services Publics

Internationale des Services Publics (ISP) : ***« Nous devons investir en priorité dans les services publics de qualité pour créer des emplois et stimuler la croissance économique et le développement de manière durable. Les dépenses consacrées aux énergies propres, à l'eau, à la santé, à l'éducation et au transport sont autant d'investissements dans notre avenir collectif. »*** ***(http://www.worldpsi.org/TemplateFR.cfm?Template=/ContentManagement/ContentDisplay.cfm&ContentID=27633)***

ITUC CSI IGB

Confédération Syndicale Internationale (CSI) : ***« De par le monde, les travailleurs et leurs familles paient le prix des réductions drastiques des services publics amorcées par les gouvernements, qui puisent une fois de plus dans les caisses publiques pour financer des erreurs commises par les secteurs de la finance et des banques ».*** **(http://www.ituc-csi.org/les-familles-et-les-travailleurs.html)**

DEFIS ET REVENDICATIONS

Le marché intérieur, moteur de l'Europe

- Les quatre libertés (capitaux, services, marchandises, personnes)
- Politique macro-économique : administration réduite, fiscalité faible
- Libéralisation des industries de « réseau »
- Réglementation dans l'intérêt des entreprises
- Les services publics en tant que « dérogation » aux règles de la concurrence : « diviser et régner » pour les SIG, les SIEG, les SSIG, les SNEIG
- Absence d'une Europe sociale complémentaire du marché

EPSU
FSESP
EGÖD

Services publics et droits fondamentaux
Obligations en vertu du traité UE

- **L'article 9** dispose que ***« dans la définition et la mise en œuvre de ses politiques et actions, l'Union prend en compte les exigences liées à la promotion d'un niveau d'emploi élevé, à la garantie d'une protection sociale adéquate, à la lutte contre l'exclusion sociale ainsi qu'à un niveau élevé d'éducation, de formation et de protection de la santé humaine. »***

- **Le protocole sur les SIG** prescrit des ***« critères élevés de qualité, de sécurité et d'abordabilité, d'égalité de traitement et de promotion de l'accès universel et des droits des usagers. »***

- **L'article 14** constitue la base juridique.

- **Charte des droits fondamentaux**. La communication de la Commission COM 573 affirme que ***le travail législatif et décisionnel doit être pleinement conforme à la Charte »***

Contexte actuel (1)

- **Stratégie Europe 2020 = croissance , encore et toujours , Mais quid de la redistribution et du développement durable ?**
- **Manque de politiques positives en matière de services publics : tous disent croire aux valeurs de l'Europe sociale et du service public sans que cela transparaisse dans les politiques.**

Exemples :

- **Directive sur les droits des patients**
- **Révision des directives sur les marchés publics – Axe du livre vert sur la promotion des marchés publics transfrontaliers**
- **Révision des aides d'État – Axe du paquet SIEG sur une compensation plus « efficace » des obligations de service public**
- **Prochaine directive sur les concessions de services**
- **Propositions de révision des actuelles exonérations des services publics dans les accords commerciaux bilatéraux**

- **Absence d'évaluation de l'expérience européenne en matière de libéralisation (ex. prix élevés de l'énergie et investissement insuffisant du secteur dans les énergies renouvelables)**

EPSU
FSESP
EGÖD

Contexte actuel (2)

- **Le « Pacte Euro-plus » et paquet Gouvernance économique « *convergence par la compétitivité* »**

- **va obliger les Etats-membres à devenir « compétitifs » en menant une politique fiscale sévère. Pour la FSESP, cela ressemble à un cheval de Troie, synonyme de démantèlement social**

Principales revendications (1)

- **Position de la FSESP 2009 http://www.epsu.org/a/5934#sgi**
- **Se concentrer sur les résultats souhaités, par ex. l'accès universel aux services publics (quantité et qualité des soins aux personnes âgées, transports publics abordables, éducation)**
- **Soutenir la quasi-régie (y compris la coopération public-public)**
- **Statut d'intérêt général pour définir les critères de sélection des prestataires de services publics**
- **Observatoire de l'amélioration des services publics**

EPSU
FSESP
EGÖD

Principales revendications (2)

- **Contribution du marché intérieur à l'Europe sociale, par ex. objectif de marchés publics durables et non de marchés publics compétitifs intégrant accessoirement le développement durable**
- **Évaluation indépendante et participative de l'expérience européenne de la libéralisation des entreprises de réseau afin :**
  - **de mieux évaluer les risques de l'ouverture à la concurrence d'autres services publics (déchets, eau, santé…)**
  - **d'élaborer des politiques permettant de mieux réglementer l'énergie, les télécoms, les transports publics**
  - **de faire obstacle aux politiques extérieures de l'UE en faveur de la libéralisation**

EPSU
FSESP
EGÖD

Principales revendications (3)

- Inverser la politique économique fondée sur « un État discret, une faible fiscalité et des dépenses publiques réduites »… (Voir la conférence FSESP/ISE http://www.epsu.org/a/7096)
- Justice fiscale
  - Mesures de lutte contre la fraude fiscale plus énergiques
  - Davantage de moyens aux administrations fiscales
  - Taxe sur les transactions financières
  - Stratégie commune d'augmentation de l'impôt payé par les grandes entreprises
  - Responsabilité sociale des entreprises
- « Au-delà du PIB » et développement durable

EPSU
FSESP
EGÖD

Non à l'austérité, oui à la croissance et à l'emploi !

Pour la FSESP, les réformes préconisées par l'Acte pour le marché unique doivent contribuer de fait « *au progrès social et à l'emploi ainsi qu'à l'amélioration de l'environnement et à la lutte contre le changement climatique. (…) Elles doivent aussi comporter des bénéfices tangibles pour les citoyens auxquelles elles sont destinées. Il en va du soutien des citoyens au projet d'intégration européenne et de leur confiance* ».

(*cf,. COMMUNICATION DE LA COMMISSION AU PARLEMENT EUROPÉEN, AU CONSEIL, AU COMITÉ ÉCONOMIQUE ET SOCIAL EUROPÉEN ET AU COMITÉ DES RÉGIONS 52011DC0206*
http://eurlex.europa.eu/smartapi/cgi/sga_doc?smartapi!celexplus!prod!DocNumber&lg=fr&type_doc=COMfinal&an_doc=2011&nu_doc=0206)

EPSU
FSESP
EGÖD

MERCI DE VOTRE ATTENTION!

Pour toute information :

www.epsu.org

EPSU
FSESP
EGÖD